

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
Pôle Carrières et Déchets
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN
Tél 05 63 91 74 40
www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr

MONTAUBAN, le 16/12/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection n° 82-22-019 du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ACCIAUTO SAS

route de fleurance
82400 VALENCE

Références :SV/2022-1511
Code AIOT : 0006803272

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement ACCIAUTO SAS implanté Route de Fleurance 82400 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 28/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) qui prévoit une visite de ce type d'établissement tous les 3 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCIAUTO SAS
- Route de Fleurance 82400 VALENCE
- Code AIOT : 0006803272
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS ACCIAUTO a été autorisée par arrêté préfectoral n° 98-1275 du 21 août 1998 modifié par arrêtés préfectoraux n° 2012135-0010 du 14 mai 2012 et n° 2014094-0004 du 4 avril 2014 à exploiter une installation de stockage et de récupération de carcasses de véhicules et de déchets de métaux ferreux et non ferreux,

L'entreprise LGA a racheté la société ACCIAUTO en 2017.

L'entreprise a repris administrativement l'ensemble des activités du précédent exploitant, mais n'exploite plus les rubriques 2713, 2714 et 2718 de la nomenclature des ICPE. Seule la rubrique 2712 a été conservée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérifications de certaines prescriptions de l'arrêté du 26 novembre 2012,
- vérification de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information	Proposition de délais
10	Valeurs limites de rejet.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet	30 jours
15	— Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >III	/	Sans objet	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	/	Sans objet
2	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Sans objet
4	Plans des locaux et schéma des réseaux.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	/	Sans objet
6	Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
7	Collecte des effluents.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	/	Sans objet
8	Collecte des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
9	Mesure des volumes rejetés et points de rejet.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29	/	Sans objet
12	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38>IV	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >I	/	Sans objet
14	— Entreposage des pneumatiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >II	/	Sans objet
16	Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >IV	/	Sans objet
17	Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I	/	Sans objet
18	Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet
19	Agrément préfectoral	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation du site respecte la majorité des prescriptions applicables contrôlées, les différentes zones sont clairement identifiées. Les quelques observations qui ont pu être relevées ont été rapidement corrigées et les commandes ont été passées lorsqu'il fallait faire intervenir un tiers (laboratoire agréé pour compléter l'analyse d'eau et réaliser une mesure de niveau sonore). Néanmoins le positionnement à plus de 100 m des moyens de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'une prise en compte rapide de l'exploitant afin de garantir leur efficacité en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
Constats : L'inspection constate que le site est ceint par une clôture d'une hauteur de 2,2 m (avec le voisin) et 2 m (coté route et champs), réalisée en grille souple et d'une haie coté Est. Un grillage rigide est présent pour délimiter les deux parcs (véhicules en attente de décision / véhicules à vendre ou vendus). Le site est protégé par un dispositif d'alarme et de caméras. Le site dispose de deux portails d'entrée et d'un portail supplémentaire pour accéder à la zone de dépollution située dans un bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
Constats : L'inspection a consulté le rapport n° 10445249-005-1 du 15 novembre 2022 (Q18). Ce rapport fait apparaître 8 observations dont une déjà formulée (Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités). L'exploitant a corrigé ce défaut, en faisant intervenir un électricien en date du 22 novembre 2022 (Monsieur Alain MARCCALI Prestations) pour le remplacement parafoudre avec protection tableau. L'inspection rappelle à l'exploitant que les observations doivent être levées dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;— un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un téléphone fixe et chaque personnel possède un téléphone portable personnel. L'exploitant présente le plan de masse du site datant du 12 mars 2018 et le plan des zones à risque. L'exploitant indique qu'un poteau incendie est situé à proximité du site mais n'a pas été en mesure de préciser sa distance. L'exploitant indique que le débit du poteau est de 84 m³/h à 1 bar pendant 2h.</p> <p>L'inspection constate que le poteau est situé au niveau du rond-point et le portail d'entrée du site se situe à une distance de 155 m, soit 55 m de plus que la distance imposée par la réglementation. A défaut, d'un poteau situé à moins de 100 m des installation, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit disposer d'une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>Par ailleurs, le site dispose d'extincteurs répartis sur le site au niveau des zones à risque. L'inspection rappelle à l'exploitant que ceux-ci doivent être aisément accessibles (notamment le n° 15).</p> <p>La dernière vérification effectuée le 22 février 2022 par la société RME précise que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences des règles APSAD R4.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Plans des locaux et schéma des réseaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plans des locaux et schéma des réseaux.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : Le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours est mis à disposition du SDIS dans une boîte route située à l'intérieur des bureaux. L'inspection précise que ces plans doivent être disponibles notamment en cas d'incendie dans les bureaux. Leur positionnement est donc à revoir (par exemple en les déplaçant à proximité de l'entrée du site). L'exploitant précise qu'une copie des plans est disponible également sur un autre site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;— l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;— les modes opératoires ;— la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;— les instructions de maintenance et de nettoyage ;— l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : L'exploitant précise qu'il dispose de procédures d'exploitation, celle-ci sont affichées et visibles des salariés au niveau des postes de travail. L'inspection demande à l'exploitant de renseigner le numéro d'astreinte CODIR (valable uniquement hors heures ouvrable, week-end et jours fériés) sur la procédure d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification périodique et maintenance des équipements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier contrôle des moyens de lutte contre l'incendie. L'inspection constate la bonne réalisation de la vérification périodique et le bon renseignement du registre de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Collecte des effluents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.
Constats : L'exploitant présente le plan des réseaux de 2005 et le plan après travaux de mars 2018 (travaux quasiment fini). Ce plan ne fait pas apparaître de liaisons directes entre les réseaux de collecte. Le site ne dispose pas d'une vanne d'isolement, mais d'un système de bouchon positionné sur le regard (obturateur mécanique à came) de marque NorHAM. L'inspection demande à l'exploitant s'il a déjà fait manipuler ce dispositif à l'ensemble du personnel susceptible d'intervenir. L'exploitant précise qu'aucun exercice de mise en situation n'a été réalisé par l'ensemble du personnel. L'exploitant s'engage à faire réaliser un exercice de mise en œuvre à l'ensemble de son personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Collecte des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente la facture d'intervention du 29 mars 2022 effectué par la société SARP Sud-Ouest (ALANIOU) concernant le curage du déboureur séparateur d'hydrocarbure. La quantité estimée était de 6 000 kg. BSD : SR215-7838691.1.1-1 et BSD via tracdéchets BSD-20220328-5GX7SKNQQ</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesure des volumes rejetés et points de rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>
<p>Constats : L'inspection constate qu'il existe 3 points de rejets pour les eaux pluviales de toiture et un pour les eaux susceptibles d'être polluées. Aucun point de prélèvement n'est aménagé au niveau de la sortie dans le fossé longeant la route D953D (Avenue de Gascogne). L'exploitant précise que le prélèvement s'effectue au niveau du regard du séparateur d'hydrocarbure (celui avec le flotteur). L'inspection demande à l'exploitant de réfléchir à la création d'un point de prélèvement au niveau de la sortie dans le fossé susmentionné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites de rejet.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ; b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l. Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure. c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) : Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO5 : 30 mg/l. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain, Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.
Constats : L'inspection consulte la dernière analyse des rejets effectuée le 27 octobre 2022 (LPL). L'inspection constate que l'ensemble des paramètres n'est pas recherché, il manque les paramètres suivants : Chrome hexavalent et métaux totaux. Par courriel du 12 décembre 2022, l'exploitant a transmis une analyse d'un échantillon prélevé le 29/11/2022 (auto-prélevé et envoyé au laboratoire) concernant les paramètres manquants lors de la précédente analyse. Les valeurs obtenues respectent les valeurs limites réglementaire. Néanmoins, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle analyse comprenant l'ensemble des paramètres réglementaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38>IV
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Supprimer Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>
<p>Constats : L'exploitant précise qu'aucune mesure de niveau sonore n'a été réalisée depuis le rachat de l'entreprise en 2017. L'exploitant n'a pas retrouvé de trace d'une quelconque surveillance réalisée précédemment. L'exploitant s'engage à prendre contact avec un laboratoire agréé pour qu'une analyse des émissions sonores et dans les zones à émergence réglementaire soit effectuée.</p> <p>L'inspection précise que l'UID DREAL n'a pas reçu de plainte concernant un problème de bruit pour ce site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>
<p>Constats : L'exploitant précise qu'aucun véhicule n'est empilé, excepté les véhicules brûlés. L'exploitant indique que ces véhicules ne sont pas visibles depuis la route et sont cachés par une haie végétale.</p> <p>L'inspection constate:</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'une zone bien identifiée pour les véhicules accidentés en attente d'expertise, l'absence de véhicules empilés hormis les véhicules brûlés, mais l'exploitant a dé-gerbé ces véhicules brûlés afin de respecter la hauteur de stockage de 3 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : — Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m ³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m ³ , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.
Constats : L'exploitant stocke les pneumatiques dans une ancienne caisse fourgon d'un volume d'environ 20 m ³ , volume bien inférieur à 300 m ³ . De plus la hauteur intérieure de la caisse est de moins de 3 m. L'inspection n'a pas constaté la présence de pneumatiques en dehors de cette zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >III
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention. Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation. L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.
Constats : L'exploitant dispose de produit absorbant positionné à proximité des deux zones de dépollution (moto et voiture). L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> le stockage des batteries usagées n'est pas réalisé de manière satisfaisante, en effet la caisse étanche n'était pas équipée d'un couvercle, les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) ne sont pas entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. L'inspection demande à l'exploitant d'équiper la caisse étanche des batterie usagées d'un couvercle et de stocker les pièces grasses dans des conteneurs étanches ou de les contenir dans des emballages étanches.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 >IV
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.
Constats : L'exploitant précise qu'aucune zone de démontage n'est accessible au public, celui s'effectuant par le personnel de la société. Concernant les véhicules brûlés l'inspection constate un stockage d'une hauteur supérieure à 3 m. L'exploitant a bougé les véhicules concernés pour ne plus dépasser les 3 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :— les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;— les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;— le verre est retiré ;— les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;— les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;— les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;— les pneumatiques sont démontés ;— les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;— les pots catalytiques sont retirés. Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; • les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; L'exploitant disposant de deux machine pour récupérer les gaz R 134 a et H1234Y. • le verre est retiré ; traité par dérichbourg • les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; • les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; • les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; • les pneumatiques sont démontés ; • les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; L'exploitant précise qu'il n'enlève pas les masses d'équilibrage. • les pots catalytiques sont retirés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Registre et traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant précise qu'il dispose de l'ensemble des informations requises mais que celles-ci ne sont pas sous la forme d'un registre . L'inspection informe l'exploitant qu'il doit tenir un registre conformément à la prescription contrôlée, et que sur demande de l'inspection il doit être en mesure de le présenter. De plus, l'inspection présente l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, et demande à l'exploitant d'en prendre connaissance et de mettre en place les registres chronologiques nécessaire dans le cadre de son activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Agrément préfectoral

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 4
Thème(s) : Autre, Numéro d'agrément
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le titulaire de l'agrément est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son établissement le numéro de son agrément et sa date de fin de validité.
Constats : L'inspection constate que le numéro d'agrément est affiché et visible à l'entrée de l'établissement. La date de fin de validité est indiquée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet